Afrique du Nord - l'Internationale berbère entre érosion et résistance

Du Maroc à l'Égypte, en passant par le Mali et le Niger, les Berbères occupent une place à part. Souvent marginalisée par les États, la culture amazigh a survécu. Au prix d'une lutte constante.

Maroc

Du bout des lèvres...

Un juillet 2011, le Maroc est devenu le premier pays à reconnaître la langue amazigh comme langue officielle. C'est à la fois une victoire et un défi pour les militants de la diversité culturelle au sein du royaume. Car il y a loin de la coupe aux lèvres. Un exemple : les prénoms. Régulièrement, des officiers de l'état civil rechignent à enregistrer des prénoms à consonance amazigh, voire refusent. Les parents les plus motivés vont jusqu'au contentieux administratif, les autres rejoignent la cohorte des déçus, blessés et amers de voir une partie de leur identité niée. Mohand Laenser, le ministre de l'Intérieur, a annoncé en avril une énième levée de l'interdiction. Dans les faits, une ancienne circulaire a été renvoyée aux services administratifs, ce qui n'a pas empêché un père résidant en Espagne de se voir refuser l'inscription de sa fille Sifaw au consulat marocain de Valence, en mai.

La généralisation de l'enseignement de la langue, lancée en 2003, n'avance pas. En 2012, seuls 2 % des écoles et 15 % des élèves y avaient accès, selon les chiffres du ministère de l'Éducation nationale. Pour rappel, l'objectif est d'en faire une langue d'enseignement obligatoire pour tous. Le débat politique sur le tfinagh, la graphie retenue officiellement en 2003, affleure à nouveau. À l'époque, 31 des 33 partis représentés au Parlement avaient opté pour le tfinagh, un choix du mouvement amazigh qui permettait d'éviter la graphie arabe ou latine. Or le Parti de la justice et du développement (PJD) et l'Istiqlal, qui s'y étaient opposés, mènent aujourd'hui respectivement la coalition gouvernementale et l'opposition parlementaire.

Depuis l'indépendance, le « berbérisme » était regardé avec suspicion par les nouvelles élites nationalistes. Il a longtemps été associé au colonialisme à cause du dahir berbère [décret de 1930, qui a instauré des tribunaux coutumiers] puis dominé par le modèle panarabe, alors porté par les idéologies nassériste et baasiste. Pourtant, les Amazighs existent. C'est même une évidence anthropologique. Et plutôt trois fois qu'une. Dans le Rif (Nord), dans le centre du pays, et dans le Souss (Sud), on parle respectivement tarifit, tamazight et tachelhit. Ces trois dialectes – le terme est impropre et peut froisser certaines susceptibilités – reflètent les variantes régionales d'une langue et d'une culture restées vivaces.

C'est la défense de ce patrimoine qui préside à la fondation, en 1967, de l'Association marocaine de recherche et d'échanges culturels (Amrec). La neutralité de son nom témoigne de son caractère universitaire. Dès les années 1970, le mouvement prend un tournant plus politique, avec la création, en 1978, de l'association Tamaynut. Il s'agit d'internationaliser la question amazigh, en mobilisant la diaspora (lire p. 31) et en s'appuyant sur les textes protecteurs des droits de l'homme, notamment les conventions internationales sur les droits culturels et linguistiques. En 1991, Tamaynut traduit la déclaration universelle des droits de l'homme en tamazight. Dans les années 1990 et 2000, la jonction se fait avec le mouvement altermondialiste, dans le sillage des forums sociaux.